



REGLEMENT PARTICULIER DE LA CONSULTATION

Référence de la consultation :

2025MFAL-MAINTENANCE-APPAREILS-ELEC OBJET DE LA CONSULTATION

Réalisation de maintenance préventive et curative ainsi que de réparations sur site des appareils de mesures et équipements électroniques en service au centre ONERA de Modane-Avrieux

DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Mercredi 17 Septembre 2025 à 15h00





SOMMAIRE

	PREAMBULE	3
<u>1</u>	OBJET – DESCRIPTION DE LA PRESTATION ET STRUCTURE	4
1.1	Овјет	4
1.2	FINANCEMENT	4
1.3	STRUCTURE	4
1.4	SURETE DE L'ACCORD-CADRE	4
1.5	DUREE DE L'ACCORD-CADRE	4
<u>2</u>	MODE DE PASSATION – DEROULEMENT DE LA PROCEDURE	4
2.1	Procedure	4
2.2	ALLOTISSEMENT	5
2.3	VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES	5
2.4	VISITE DU SITE (NON OBLIGATOIRE)	5
2.5	ECHANGES	5
2.6	MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	6
2.7	GROUPEMENT D'ENTREPRISES	6
2.8	Sous-traitance	6
2.9	MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES	7
<u>3</u>	PRESENTATION ET ANALYSE DES CANDIDATURES	7
3.1	PRESENTATION DU DOSSIER DE CANDIDATURE	7
3.2	APPRECIATION DE LA CANDIDATURE	8
<u>4</u>	PRESENTATION ET ANALYSE DES OFFRES	8
4.1	Presentation de l'offre	8
4.2	ANALYSE ET APPRECIATION DES OFFRES – ATTRIBUTION	9
<u>5</u>	CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES DOSSIERS COMPLETS (CAND	IDATURES
<u>ET</u>	OFFRES)	11
5.1	REMISE DES DOSSIERS	11
5.2	COPIE DE SAUVEGARDE	11
6	SIGNATURE ELECTRONIQUE DES DOCUMENTS	12





PREAMBULE

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est constitué des pièces suivantes :

N°	Intitulé	
PJ1	Le présent document, valant <u>Règlement Particulier de la Consultation</u> (RPC), qui définit les modalités de la consultation, ses annexes :	
	 La fiche de renseignements fournisseur (annexe 1) La demande de contrôle primaire (annexe 2) Le guide pour completer la demande de contrôle primaire (annexe 3) 	
PJ2	Le Projet d'Accord-Cadre et ses 5 annexes :	
	 L'annexe financière (annexe 1) L' attestation relative à la lutte contre le travail dissimulé ou illégal (annexe 2) Les consignes Générales Sureté Sécurité Environnement (annexe 3) La clause PSD et PSTN (annexe 4) La déclaration sur l'honneur (annexe 5) 	
PJ3	<u>Le cahier des charges</u> (CDC) référence CDC-2025MFAL-MAINTENANCE-APPAREILS-ELEC édition du 24/01/2025	

Ces documents sont la propriété de l'ONERA. Les informations ainsi communiquées ne peuvent être utilisées à d'autres fins que l'élaboration d'une réponse à la présente consultation.

Le DCE peut être téléchargé sur la plateforme des achats de l'État (la PLACE) à l'adresse https://www.marches-publics.gouv.fr, sur le profil acheteur de l'ONERA sous la référence 2025MFAL-MAINTENANCE-APPAREILS-ELEC.

Remarques concernant le téléchargement via PLACE :

1/ Il est recommandé au candidat de s'identifier lors du téléchargement du dossier sur la plateforme, faute de quoi il ne pourra pas être destinataire des éventuels messages relatifs à la procédure, transmis exclusivement par la PLACE (exemples : modifications du dossier de consultation, réponses aux guestions...).

2/ Les courriels envoyés par la plateforme le sont depuis l'adresse électronique nepasrepondre @marches-publics.gouv.fr. Il appartient au candidat de faire le nécessaire pour que les courriels envoyés depuis la PLACE ne soient pas filtrés.





1 OBJET - DESCRIPTION DE LA PRESTATION ET STRUCTURE

1.1 Objet

Le présent règlement particulier définit les modalités de mise en œuvre de la consultation préalable à la passation <u>d'un marché</u>, qui aura pour objet :

La réalisation de maintenance préventive et curative ainsi que de réparations sur site des appareils de mesures et équipements électroniques (essentiellement des amplis) en service au centre ONERA de Modane-Avrieux (route départementale 215 – 73500 Avrieux).

1.2 Financement

Le financement de cette prestation est prévu sur fonds propres de l'ONERA.

1.3 Structure

Le marché concerné est un accord-cadre contenant à la fois des prestations fermes qui s'exécutent dès la notification du marché et des prestations donnant lieu à des Bons de commande qui seront notifiés au fur et à mesure des besoins de l'ONERA.

Prestations	Contenu
Fermes	Maintenance préventive
Bons de commande	Maintenance curative et réparations

L'accord-cadre est mono-attributaire.

1.4 Sureté de l'accord-cadre

L'accord-cadre à conclure correspond à un contrat qualifié par l'ONERA de « contrat standard dans une ZRR » avec contrôle des accès (MZ).

1.5 Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est fixée à un (1) an à compter de sa notification. Il sera éventuellement reconduit trois (3) fois à chaque échéance pour une durée d'un (1) an, par courrier notifié de l'ONERA, au plus tard un (1) mois avant l'échéance.

2 MODE DE PASSATION – DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

2.1 Procédure

Conformément aux dispositions des articles L.2124-1 et R.2124-1 du Code de la Commande Publique (CCP), au vu de la nature des prestations et du montant mis en jeu, la consultation est menée suivant une procédure formalisée.

La procédure mise en place par l'ONERA est une procédure d'appel d'offres ouvert (articles L.2124-2, R.2124-2.1° et R.2161-1 à 5 du CCP).

S'agissant d'un appel d'offres, il est rappelé qu'aucune négociation n'est possible. Les candidats doivent donc impérativement présenter immédiatement leur meilleure offre.





La procédure se déroule en une seule étape de remise conjointe des candidatures et des offres.

2.2 Allotissement

L'accord-cadre est constitué d'un lot unique. En effet, la nature même des prestations nécessite un ensemble cohérent.

2.3 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

Définitions		
Variante	offre alternative	
Prestation supplémentaire éventuelle (PSE)	élément complémentaire à l'offre	

a. Variantes

Les variantes « libres », à l'initiative du soumissionnaire sont interdites. Il n'y a pas de variantes « imposées » par l'ONERA.

b. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

La consultation ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle (PSE) imposée par l'ONERA.

2.4 <u>Visite du site (non obligatoire)</u>

Afin d'apprécier au mieux l'étendue des prestations à réaliser et leurs conditions d'exécution, le candidat *peut s'il le désire*, effectuer la visite du centre ONERA de Modane-Avrieux avant de remettre son offre.

Les visites se dérouleront au plus tard le 10 Septembre 2025.

La durée prévisionnelle de la visite est estimée à une (1) heure

Elle est effectuée après prise de contact au plus tard 2 jours ouvrés avant la date de visite prévue **par courriel** auprès de :

Messaoud HERABA : messaoud.heraba@onera.frSandrine PAWLAK : sandrine.pawlak@onera.fr

Ce courriel doit préciser la société ainsi que les noms, prénoms et nationalités des personnes qui seront présentes lors de la visite ; il est accompagné d'un scan des pièces d'identités associées, en cours de validité (nota : le seul permis de conduire ne constituant pas une pièce suffisante). L'accès au centre ONERA de Modane-Avrieux nécessite de présenter la pièce d'identité (utilisée pour le scan) en version originale. Le candidat est informé que les contrôles inhérents à l'autorisation de pénétrer sur les centres ONERA peuvent nécessiter une durée indéterminée notamment pour les personnes de nationalité autre que de l'Union Européenne.

2.5 Echanges

Pendant toute la période de consultation, le candidat peut échanger et poser des questions à l'ONERA concernant le projet et la procédure. L'ensemble des échanges se fait exclusivement via le portail de dématérialisation PLACE sur le profil acheteur de l'ONERA et doit parvenir au plus tard sept (7) jours ouvrés avant la date limite de remise des





candidatures et des offres. L'ONERA s'engage à apporter une réponse à toutes les questions posées. Il n'est transmis aucune réponse aux questions arrivées hors délai. Il n'est répondu à aucune question orale.

Toutes les questions et les réponses associées sont transmises à l'ensemble des candidats, sous réserve de leur portée générale et dans le respect de la confidentialité des informations transmises par le candidat demandeur.

2.6 Modifications de détail au dossier de consultation

L'ONERA se réserve le droit d'apporter, au plus tard cinq (5) jours ouvrés avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Le candidat doit alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par le candidat, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.7 Groupement d'entreprises

Conformément aux dispositions des articles R.2142-19 à 26 du CCP, un candidat peut choisir de répondre en groupement avec une ou plusieurs autres entreprises.

Si tel est le cas, la forme juridique que devra revêtir le groupement d'entreprises lors de l'attribution de l'accord-cadre est soit le groupement solidaire soit le groupement conjoint avec solidarité du mandataire, pour des raisons de responsabilité.

Un même candidat ne peut présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou de plusieurs groupements ou en qualité de membre de plusieurs groupements.

Dans l'ensemble du présent document, « le candidat » ou « le soumissionnaire » ou « la société » ou « l'opérateur économique » ou « l'entreprise » ou « l'entreprise soumissionnaire » ou le « futur titulaire » désigne indifféremment le candidat seul ou l'ensemble des membres du groupement, le cas échéant.

Le candidat s'engage à reporter l'ensemble des clauses et contraintes de la présente consultation et du futur accord-cadre à ses éventuels cotraitants.

Les précisions à apporter au projet d'accord-cadre (PJ2) dans un cas de groupement seront communiquées ultérieurement par l'ONERA au candidat concerné, le cas échéant.

2.8 Sous-traitance

Le futur titulaire a la possibilité de sous-traiter l'exécution d'une ou de plusieurs parties des prestations demandées.

La sous-traitance peut être déclarée dès la remise de sa proposition par le candidat ou ultérieurement, lors de l'exécution des prestations. En tout état de cause, toute sous-traitance devra être déclarée et soumise à acceptation explicite préalable de l'ONERA avant tout début d'exécution des prestations sous-traitées.





Pour rappel, la sous-traitance totale est prohibée.

Le candidat s'engage à reporter l'ensemble des clauses et contraintes de la présente consultation et du futur accord-cadre à ses éventuels sous-traitants agréés par l'ONERA.

2.9 Marché de prestations similaires

Conformément à l'article R.2122-7 du CCP, l'ONERA se réserve la possibilité de passer des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles concernées par la présente consultation. La durée pendant laquelle l'ONERA peut conclure de tels marchés ne peut dépasser trois ans à compter de la date de notification de l'accord-cadre concerné par la présente consultation.

3 PRESENTATION ET ANALYSE DES CANDIDATURES

3.1 <u>Présentation du dossier de candidature</u>

a. Généralités

Si le candidat s'appuie sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'une ou plusieurs autres sociétés (cotraitant, sous-traitant), alors il produit les mêmes documents concernant celle(s)-ci que ceux qui sont exigés pour le candidat lui-même.

Les pièces demandées dans le dossier doivent être rédigées en langue française.

Néanmoins, les documents émanant des autorités administratives du pays du candidat peuvent être fournis dans la langue officielle du pays mais le candidat doit alors fournir une traduction de ces documents (en français ou en anglais).

Quel que soit le choix du candidat pour présenter son dossier, son attention est attirée sur l'importance de la production de l'ensemble des documents demandés.

b. Documents administratifs : contenu et forme de la présentation

A l'appui de sa candidature, le candidat fournit les éléments suivants, conformément à l'article R.2143-3 du CCP :

N°	Document/ Information	Commentaires
C1	La fiche de renseignements fournisseur de l'ONERA (annexe 1 du présent document) valant lettre de candidature, déclaration de capacités (professionnelles, économiques, financières et techniques) et déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdictions de soumissionner	Complétée et signée par une personne habilitée à engager le candidat
C2	Le numéro unique d'identification (n° SIREN délivré par l'INSEE)¹ ou, à défaut, tout document justifiant de son immatriculation, délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine, datant de moins	

¹ A partir de ce n°, l'ONERA accède aux informations nécessaires concernant le candidat (français) sur le site https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr (justificatif d'immatriculation, identification des Dirigeants etc.)





	de trois mois	
C3	Une délégations de pouvoir en cas de signature par une personne autre que celle(s) identifiée(s) comme « Dirigeants » du candidat,²	Complétée et signée par une personne habilitée à engager le candidat
C4	Les attestations d'assurance pour les risques professionnels, précisant le montant et l anature des garanties pour les prestations considérées	
C5	Les agréments et/ou certifications détenus le cas échéant	

Le candidat peut choisir de présenter sa candidature selon le mode « DUME », quelle que soit sa nationalité, mode de réponse directement accessible via la plateforme PLACE, au moment du dépôt de son dossier.

Le cas échéant, le candidat peut fournir tout autre document de preuve de ses capacités économiques, financières, techniques et professionnelles (dans le cas, par exemple, d'une entreprise récemment créée).

Par ailleurs, le candidat est dispensé de transmettre les documents de la candidature demandés s'ils sont contenus dans un espace de stockage numérique gratuit (il doit alors fournir les informations nécessaires à la consultation de cet espace de stockage).

3.2 Appréciation de la candidature

La candidature est appréciée sur la base des renseignements et documents demandés cidessus, en tenant compte de la situation juridique de l'opérateur économique ainsi que de ses garanties et capacités techniques (notamment références antérieures, effectifs), économiques et financières (notamment chiffre d'affaires), selon les dispositions des articles R.2144-1 à 7 du CCP.

L'ONERA est libre d'effectuer l'analyse des dossiers de candidature à tout moment de la procédure et, au plus tard, avant l'attribution de l'accord-cadre.

Après analyse du contenu des pièces à fournir au titre du dossier de candidature, l'ONERA rejette les candidats qui n'ont pas les capacités suffisantes, ceux ne présentant pas la totalité des justificatifs demandés au titre du dossier de candidature ou étant dans un cas d'interdiction de soumissionner ou ceux ayant fourni des renseignements inexacts.

L'ONERA se réserve cependant la faculté de procéder à la régularisation de toute candidature incomplète ou de demander des compléments d'informations sur les pièces et justificatifs produits, dans un délai approprié (fixé dans la demande de complément).

4 PRESENTATION ET ANALYSE DES OFFRES

4.1 Présentation de l'offre

A l'appui de son offre, le soumissionnaire produit a minima les pièces listées ci-dessous :

² L'ONERA vérifie l'habilitation à engager le candidat des personnes physiques en se rendant sur la page Dirigeants de ce même site ONERA Direction des Achats

29 Avenue de la Division Leclerc – CS 90027 92322 CHATILLON Cedex





N° pièce	Intitulé	Signature	Formats
01	Le projet d'accord-cadre (PJ2) et son annexe 2 complétés	Х	Word et pdf
O2	L'annexe financière <u>complété</u> (annexe 1 au projet d'accord-cadre précité)	Х	Excel et pdf
О3	 Un mémoire technique rédigé spécifiquement pour répondre à la présente consultation, qui décrit notamment : le respect des contraintes et exigences minimales définies dans le cahier des charges (PJ3), les moyens et la méthodologie mis en œuvre pour permettre à l'ONERA de juger la bonne compréhension du besoin et de la qualité de l'offre audelà des exigences et contraintes minimales, les profils type et compétences de l'équipe dédiée à la réalisation des prestations 	X	pdf
04	Le planning détaillé des maintenances préventives	Х	pdf
O5	Un RIB original de la société, contenant l'ensemble des informations nécessaires au règlement des prestations,	x	

Le soumissionnaire peut compléter son offre de tout autre document (ou information) complémentaire jugé utile et pertinent.

Les pièces listées ci-dessus doivent être rédigées en langue française.

Le délai de validité des offres est de **4 mois** à compter de la date limite de remise des dossiers figurant en première page. Les modalités de remise des offres sont précisées à l'article 5 ciaprès.

4.2 Analyse et appréciation des offres – attribution

a. Modalités d'analyse

Pour rappel, s'agissant d'un appel d'offres, AUCUNE NEGOCIATION n'est possible.

b. Motifs d'élimination des offres

Sont automatiquement éliminées :

- les offres inappropriées ainsi que les offres demeurant irrégulières et/ ou inacceptables malgré les éventuelles demandes de complément de l'ONERA et les éventuelles négociations.
- les offres ne respectant pas les conditions de présentation figurant à l'article 4.1 du présent document, après demande de régularisation éventuelle par l'ONERA.





c. Critères objectifs d'évaluation des offres

Pour attribuer l'accord-cadre au soumissionnaire qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, l'ONERA entend se fonder sur les critères objectifs ci-après affectés des indices de pondération suivants :

N°	Intitulé	Pondération
Critère n°1	Le montant total proposé	60 points
Critère n°2	La qualité technique jugée sur la base du mémoire technique fourni et notamment : o Le niveau de compétence du personnel proposé : 25 points o L'organisation mise en place : 05 points	30 points
Critère n°3	Les caractéristiques environnementales de l'offre (réutilisation de composants pour effectuer les réparations, formation aux ecos-gestes, à l'éco-conduite, etc)	10 points





5 <u>CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES DOSSIERS COMPLETS</u> (CANDIDATURES ET OFFRES)

La réception des plis ayant lieu en une seule phase, le candidat doit transmettre simultanément son dossier de candidature et d'offre.

5.1 Remise des dossiers

Le candidat a l'obligation de remettre son dossier complet (candidature + offre) par voie dématérialisée : la remise de ce dossier complet se fait exclusivement sur la plateforme PLACE https://www.marches-publics.gouv.fr, sur le profil acheteur de l'ONERA.

En cas de problème sur la PLACE, un service de support et d'assistance technique à l'utilisation de cette plateforme de dématérialisation est disponible en ligne :

https://www.marches-publics.gouv.fr/assistance/?token=55226fb7-d16a-4fb3-9f1a-54ef38822106

Remarques concernant le dépôt des dossiers sur PLACE :

1/ Certaines opérations de maintenance étant exécutées sur PLACE les mercredis entre 19h et 22h, il est conseillé au candidat d'éviter de choisir cette période pour déposer son dossier.

2/ Il est recommandé au candidat d'anticiper suffisamment la vérification de la configuration de son poste en fonction des contraintes détaillées sur la plateforme PLACE et le dépôt de son dossier afin d'éviter les problèmes de dernière minute.

3/ Le candidat a la possibilité de déposer plusieurs dossiers successifs en cas d'oubli d'une pièce ou d'erreur à rectifier notamment. Chaque dossier déposé annule et remplace le dossier précédemment remis par le candidat. De ce fait, seul le dernier dossier déposé sera ouvert par l'ONERA: il doit donc comporter l'ensemble des pièces demandées dans le présent document (à l'appui de la candidature et de l'offre).

5.2 Copie de sauvegarde

Le soumissionnaire peut également envoyer, en même temps, une copie de sauvegarde, sur papier ou sur support numérique (de type clé USB, CDROM etc.), qui doit comprendre les mêmes fichiers ou informations que le dossier déposé sur PLACE.

La copie de sauvegarde peut être ouverte par l'ONERA et se substituer au dossier transmis électroniquement uniquement dans les cas suivants :

- si l'ONERA détecte un virus dans le dossier déposé par voie électronique,
- si un dossier a été transmis par voie électronique sans parvenir à l'ONERA dans les délais attendus.
- si le dossier transmis par voie électronique ne peut être ouvert par l'ONERA.

Elle doit être envoyée sous enveloppe cachetée, indiquant :

« NE PAS OUVRIR / CONSULTATION REF : 2025MFAL-MAINTENANCE-APPAREILS-ELEC»

ENTREPRISE:.....

(Indiquer le nom de l'entreprise soumissionnaire)

Elle est adressée sous pli recommandé avec accusé réception à :





ONERA Centre de Modane-Avrieux Service achats CS 70100 73500 Modane

Pour être ouverte, la copie de sauvegarde doit arriver avant les date et heure limites de remise des dossiers figurant en 1ère page.

6 SIGNATURE ELECTRONIQUE DES DOCUMENTS

L'ONERA dispose de certificats de signature électronique et favorise donc autant que possible la signature électronique de ses marchés et accords-cadres.

Ainsi, l'ONERA encourage le candidat et potentiellement futur titulaire du marché/ de l'accord-cadre, à se doter, de certificats de signature électronique qualifiés et conformes au règlement eIDAS (Règlement (UE) n°910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur), pour les personnes ayant le pouvoir d'engager la société.

Le titulaire du marché/de l'accord-cadre pourra alors utiliser l'outil de signature disponible sur PLACE, pour signer les documents contractuels aux formats de signature autorisés XAdES, CAdES ou PAdES.

La signature sera validée par l'ONERA si l'ensemble des contrôles effectués par l'outil PLACE sont passés avec succès et si le titulaire du certificat de signature utilisé dispose bien du pouvoir d'engager la société. A titre informatif, les vérifications effectuées par l'outil disponible sur PLACE sont les suivantes :

- 1. identité du signataire,
- 2. appartenance du certificat du signataire à l'une des catégories de certificats mentionnées à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique,
- 3. respect du format de signature mentionné à l'article 3 de l'arrêté du 22 mars 2019,
- 4. caractère non échu et non révoqué du certificat à la date de la signature,
- 5. intégrité du document signé.